Aoutélé — Ecole maternelle,
Tado — Ecole maternelle,
Saligbe — Ecole maternelle,
Kativou — Ecole maternelle,

Circonscription d'Akposso

Kpete-Bena — Ecole maternelle,
Dume — Ecole maternelle,
Otandzobo — Ecole maternelle,
Venkunia-Sato — Ecole maternelle,
Brumfou — Ecole maternelle,

Circonscription de Sokodé

Ayenguere — Ecole maternelle.

Art. 2 — Cette autorisation d'ouverture n'implique pas nécessairement octroi de subvention.

Art. 3 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 septembre 1964
 P. Adossama

Rétablissement de situation administrative

N° 87-D-MEN du 10-9-64 — Les agents temporaires employés dans les services relevant du Ministère de l'Education Nationale, et qui réunissent plus de 3 années d'ancienneté sont rangés, pour compter du 1er janvier 1964, dans la catégorie des agents permanents :

NOM et PRENOMS	Date d'engagement	CLASSEMENT	
		Jusqu'au 31-12-63	au 1-1-64
Maman Kérim	1956	manœuvre 1 ^{re} zone 3 ^e classe	agent perm. 1 ^{re} Cat. Ech. A
Agbo Amaté Raphaël	22-11-59	manœuvre 1 ^{re} zone 3 ^e classe	—
Combaté Sambaté	1- 3-56	manœuvre 1 ^{re} zone 1 ^{re} classe	—
Tossou Alexandre	1- 5-60	manœuvre 1 ^{re} zone 2 ^e classe	—
Adjinga Atcha	1-10-57	manœuvre 1 ^{re} zone 1 ^{re} classe	—
Kpontongbé Aladassi	1- 7-57	manœuvre 1 ^{re} zone 2 ^e classe	—
Médessi Houndonougbo	26- 6-53	manœuvre 1 ^{re} zone 2 ^e classe	—
Yao Ernest Yédéna	3- 6-52	manœuvre 1 ^{re} zone 2 ^e classe	—

La présente décision prend effet du point de vue pécuniaire pour compter du 1er juillet 1964.

MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES
 SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE interministériel N° 280-MFP-EN du 7-9-64
 fixant la liste de certaines grandes Ecoles.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
 ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,
 ET

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu la loi n° 58-66 du 1er décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 fixant les modalités d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 64-38 du 24 février 1964 portant classement indiciaire des cadres des fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matières d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel,

ARRETEMENT :

Article premier — A compter de la date de signature du présent arrêté, il est fixé ainsi qu'il suit, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 64-38 susvisé, la liste des diplômes des grandes Ecoles donnant accès aux cadres de la catégorie A, « Haute Spécialisation » :

ECHELLE 2

A) — 1° — Agrégé (indices 685-1005)

2° — Docteur en Médecine, Pharmacien, Chirurgien-Dentiste (indices 605-1005).

3° — Docteur-Vétérinaire, Docteur en Pharmacie (indices 645-1005).

4° — Chirurgien (indices 765-1005).

B) — ECOLES D'INGENIEURS :

1° — Ecole Polytechnique ; Ecole Centrale des Arts et Manufacture ; Ecole Nationale Supérieure du Génie Maritime ; Ecole Nationale Supérieure de l'Aéronautique (indice 725-1005).

2° — Ecole Forestière de Nancy (Diplôme d'Ingénieur des Eaux et Forêts) ; Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris ; Ecole Supérieure de la métallurgie et de l'Industrie des Mines de Nancy ; Ecole Nationale des Ponts et Chaussées ; Ecole Nationale des Beaux Arts (Architecte diplômé) ; Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications ; Ecole Nationale Supérieure du Génie Rural ; Ecole Nationale de l'Aviation Civile (Ingénieurs de la Navigation INA) ; Institut Supérieur

des matériaux et de la construction mécanique de St. Ouen; Ecole de la météorologie: 1^{re} division de l'Ecole (indices 645-1005).

3^o — Ecole Supérieure d'électricité; Ecole Centrale Lyonnaise; Ecole Supérieure de Physique et de Chimie industrielle de la Ville de Paris; Ecoles Spéciales des T.P., du Bâtiment et de l'Industrie (Ingénieur nanti de deux diplômes de l'Ecole); Ecole Nationale Supérieure de mécanique de Nantes; Ecole Nationale Supérieure d'électrotechnique et d'hydraulique de Grenoble; Ecole Nationale Supérieure d'électrotechnique et d'Hydraulique de Toulouse; Ecole Nationale Supérieure de Géologie appliquée de Nancy; Ecole Nationale Supérieure agronomique de Paris (ancien Institut National agronomique); Ecoles Nationales Supérieures agronomiques de Grignon, Rennes, Montpellier; Ecoles Nationales Supérieures agronomiques de Nancy, Toulouse; Ecole Nationale d'Ingénieurs d'Arts et Métiers; Institut Catholique d'Arts et Métiers de Lille; Ecole Catholique d'Arts et Métiers de Lyon (indices 605-1005).

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1964

*Le Ministre du Travail, des Affaires Sociales
et de la Fonction Publique,*

O. Pana

Le ministre de l'Education Nationale,

P. Adossama

ARRETE N° 283-MTAS-FP du 9-9-64 portant modification de l'article 7 de l'arrêté n° 15-MTAS-FP du 6 décembre 1958.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 dite Code du Travail et notamment les articles 118, 119 et 222;

Vu l'arrêté n° 15-MTAS-FP du 6 décembre 1958 relatif au travail des enfants;

Vu la convention n° 6 sur le travail de nuit des enfants (Industrie 1919);

Vu l'avis exprimé par la commission consultative du travail en sa séance du 11 juin 1964,

A R R E T E :

Article premier — Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté n° 15-MTAS-FP du 6 décembre 1958 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 7 (nouveau) — Il peut également être dérogé dans les mêmes conditions sous réserve de l'autorisation spéciale de l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales aux dispositions des articles 3 et 4 en ce qui concerne les enfants de sexe masculin âgés de plus de seize ans qui sont employés dans les industries énumérées ci-après, à des travaux qui en raison de leur nature doivent nécessairement être continués jour et nuit.

a) usines de fer et d'acier, travaux où l'on fait emploi des fours à reverbères ou à régénération et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de capage);

b) verreries

c) papeteries

d) sucreries où l'on traite le sucre brut

e) réduction du minéral d'or.

Art. 2 — Les inspecteurs du travail et des lois sociales et contrôleurs du travail délégués dans ces fonctions sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 septembre 1964

O. Pana

Intégrations

N° 281-MFP du 9-9-64 — MM. Kete Antoine et Kete Antonin, anciens élèves du conservatoire de musique de Paris, sont admis dans le corps du personnel de l'Enseignement du Togo en qualité de professeurs certifiés et assimilés 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2) indice 1.100.

Les intéressés sont mis à la disposition du gouvernement de la République du Sénégal au titre de l'assistance technique bilatérale.

Pendant toute la durée de leur détachement, les émoluments de MM. Kété sont à la charge du budget employeur.

Les versements des retenues ainsi que la contribution supplémentaire pour pension seront effectués conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1964.

N° 287-MFP du 12-9-64 — Les fonctionnaires ci-après rayés du cadre local de Côte d'Ivoire sont intégrés ainsi qu'il suit dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement: